

Quel soutien pour les chrétiens de Palestine ?

Confrontés à une guerre intense, les Palestiniens chrétiens s'inquiètent du faible écho que rencontre leur cause auprès des chrétiens en Europe.

Laurence Desjoyaux LA VIE Publié le 18/12/2023



Une crèche représentant l'enfant Jésus au milieu de décombres a été installée par le révérent Munther Isaac dans l'église de Noël, à Bethléem, en décembre 2023. • ANTONI LALLICAN POUR LA VIE

Au début du conflit, Munther Isaac, pasteur de l'Église évangélique luthérienne de la Nativité à Bethléem et directeur du Bible College de la même ville, dénonçait dans *La Vie* un « *silence complice* » des églises occidentales face aux bombardements israéliens qui touchaient la bande de Gaza. Alors que les frappes redoublent après une courte trêve, Mgr Jamal Khader Daibes, récemment nommé vicaire du patriarcat latin en Jordanie, après 30 ans de mission en Palestine, évoque, quant à lui, sa déception face à la position de la France.

« *Même dans les réactions de l'Église de France, nous avons l'impression que les victimes palestiniennes viennent au second plan* », déplore le prêtre, figure du dialogue interreligieux en Palestine. « *Les Palestiniens ont le sentiment d'un "deux poids, deux*

mesures” », confirme le dominicain Jean-Jacques Pérennès, directeur de l’École biblique et archéologique française de Jérusalem de 2015 à 2023. « Ils se sentent abandonnés par l’Occident au nom du droit à la guerre d’Israël. Comme si ce conflit commençait le 7 octobre. »

Les Églises chrétiennes de France et d’Europe ne sont pourtant pas restées muettes. Les Conférences des Églises européennes et le Conseil des Conférences épiscopales d’Europe ont appelé à un cessez-le-feu. La Conférence des évêques de France (CEF), par la voix d’Éric de Moulins-Beaufort, a publié un appel à la paix lors de son assemblée plénière à Lourdes, mi-novembre. Mais au-delà de ces communiqués, les chrétiens en France ne se sont pas massivement mobilisés pour relayer les appels du pape François à faire taire les armes.

Une cause qui peut faire peur

Pourquoi ? *« C’est d’abord une évidence que le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre a abîmé la cause palestinienne que le groupe prétend défendre »,* souligne Mgr Pascal Gollnisch, directeur de l’Œuvre d’Orient. Il rappelle que les associations agissant en faveur des chrétiens de Terre sainte – Œuvre d’Orient, Aide à l’Église en détresse, Ordre de Malte, Ordre du Saint-Sépulcre, Secours catholique, etc. – soutiennent de nombreuses actions à hauteur de plusieurs millions d’euros annuels. *« C’est le fruit de la mobilisation des fidèles français »,* insiste-t-il, rappelant que chaque année une quête impéree est faite au profit des chrétiens de Terre sainte dans toutes les églises du monde.

Ensuite, la complexité du conflit israélo-palestinien et son surgissement dans l’actualité après des années de relatif oubli font que nombre de chrétiens préfèrent ne pas se positionner. *« Dans mon cercle d’amis, personne n’en parle trop car c’est compliqué »,* résume cette Parisienne. Signe que le sujet touche cependant, Marilyn Pacouret, présidente de Chrétiens de la Méditerranée, un réseau membre de la plateforme des ONG françaises pour la Palestine, reçoit beaucoup d’appels de mouvements chrétiens ou de simples citoyens. *« Ils cherchent à comprendre et demandent comment aider à Gaza »,* relate-t-elle.

Si ces manifestations de solidarité ne se sont pas transformées en vaste mouvement de soutien au cessez-le-feu comme l’auraient souhaité les chrétiens en Palestine, c’est aussi que *« la cause peut faire peur, observe le dominicain Jean-Jacques Pérennès. Sa composante islamiste qu’est le Hamas sur place et le fait qu’en France beaucoup la portent de façon très politique peut refroidir les chrétiens. »*

Un double mouvement à droite

Le positionnement des chrétiens sur le conflit israélo-palestinien repose par ailleurs sur un jeu de plaques tectoniques qui n’ont cessé de bouger en France ces dernières années. *« On observe un rapprochement des catholiques de France, notamment ceux qui votent à droite, avec la communauté juive »,* explique Yann Raison du Cleuziou. Le sociologue décrit un double mouvement. D’une part, le basculement à droite, depuis 2007, des juifs de France qui votaient jusqu’alors plutôt à gauche ; d’autre part, l’évolution de la droite française – et

donc d'une partie des catholiques – d'une position proarabe portée par le général de Gaulle à une vision plus atlantiste depuis Nicolas Sarkozy, affichant une solidarité forte avec l'État d'Israël.

« Une évolution s'opère aussi au sein de toute une droite souverainiste en Europe dans la manière de voir Israël et le fait juif non pas comme un élément exogène, comme cela pouvait encore être le cas il y a une vingtaine d'années, mais comme un allié de circonstance face à l'inquiétude que représente l'islam », analyse Alexis Arthaud de la Ferrière, chercheur associé au Groupe sociétés, religions, laïcités (GSRL) du CNRS et de l'École pratique des Hautes Études. Les vagues d'attentats terroristes en France n'ont fait que renforcer ce sentiment d'un bloc « judéo-chrétien » commun, les deux religions en ayant été la cible.

Or la situation des chrétiens de Palestine ne rentre pas dans ce récit. « Il était plus facile de soutenir les chrétiens d'Irak chassés de chez eux par Daech. L'agresseur islamique était le même que celui qui commettait des attentats sur le territoire français. Concernant les chrétiens palestiniens, les lignes de démarcation sont beaucoup moins claires », observe Alexis Arthaud de la Ferrière.

Le discours de défense des chrétiens d'Orient s'applique d'autant moins au contexte palestinien que « les Palestiniens chrétiens refusent d'être dissociés du reste de la cause palestinienne. Leur activisme utilise des références religieuses, et de fait, ils s'adressent aux chrétiens dans le monde. Mais ils refusent l'idée d'une mobilisation chrétienne dissociée de la lutte nationale commune à laquelle ils ont historiquement largement participé ! », explique Caterina Bandini, docteure en sociologie et chercheuse au Centre de recherche français à Jérusalem.

« Nous sommes Palestiniens, et la société palestinienne n'est pas divisée entre chrétiens et musulmans », insiste Omar Haramy, directeur de l'association Sabeel, qui a développé une théologie de la libération en Palestine et promeut des initiatives pour plus de justice et de paix. « Quand il n'y a pas d'eau, personne ne boit. Quand un checkpoint est fermé, personne ne passe ! »

Du théologique au politique

En France, un autre facteur joue dans le positionnement des catholiques. L'Église mène depuis quelques années un travail important d'approfondissement de son lien avec le judaïsme passant par la reconnaissance renouvelée d'un antijudaïsme chrétien, comme en témoigne la parution en juin 2023 de l'ouvrage *Déconstruire l'antijudaïsme chrétien* par la CEF (Cerf). Ce travail irrigue les déclarations des évêques de France sur le conflit israélo-palestinien. « Nous sentons l'inquiétude profonde de nos frères et sœurs juifs, nos pères dans la foi et l'alliance », écrit Mgr de Moulins-Beaufort dans son message de clôture de l'assemblée de Lourdes.

« Le mépris à l'égard du peuple d'Israël, voire la haine à son encontre, n'expriment pas seulement la colère face à l'injustice. S'y traduisent toujours une volonté de négation du

peuple de l'alliance avec Dieu », déclare-t-il. Ce discours suscite une certaine perplexité chez les chrétiens de Palestine : « Pour moi, il y a une forme de confusion entre le peuple juif, mis à part par Dieu, et l'État d'Israël comme organisation politique aujourd'hui, s'indigne Jamal Khader Daibes. On donne une connotation théologique à Israël alors que nous parlons d'une situation politique de guerre. Restons à ce niveau ! »

Pour sortir de ces antagonismes, les chrétiens de Palestine et leurs soutiens insistent sur la notion de droit. *« Bien sûr, il y a des enjeux politiques, historiques, théologiques, mais on oublie souvent qu'il est d'abord question de droits humains », insiste Marilyn Pacouret. « Même la guerre est soumise à des règles, lance Omar Haramy. Nous demandons que celles-ci soient respectées. »*. Une vision sur laquelle, espèrent-ils, tous devraient s'accorder.